Fondation Jean Jaurès

International

DONALD TRUMP ET SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE : L'AMÉRIQUE LATINE, BANC D'ESSAI D'UNE DIPLOMATIE DU PLUS FORT

Jean-Jacques Kourliandsky

10/02/2025

Trois semaines après l'investiture du désormais 45e et 47e président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump, les velléités d'annexion du Canal de Panama, de changement de nom du golfe du Mexique et de déportation massive vers les voisins du sud laissent entrevoir l'attitude de la Maison-Blanche à l'égard du monde latin, ce pour les quatre prochaines années. Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, analyse comment, une fois de plus, l'Amérique latine se trouve la cible d'une diplomatie brutale et unilatérale.

Le 20 janvier 2025, répondant aux questions posées par la presse à l'occasion de sa prise de fonction, Donald Trump a fixé le cadre de son rapport avec l'Amérique latine. Au correspondant du quotidien brésilien *Globo* qui l'interrogeait à ce sujet, il a dit la chose suivante : « Nous n'avons pas besoin d'eux [...] Ce sont eux qui ont besoin de nous ». Interpellé sur l'Espagne, il a assez longuement disserté sur le mauvais sort qu'il souhaite lui réserver, comme à tous les pays membres du groupe BRICS+[1].

Avant de proposer une lecture des propos tenus par Donald Trump sur le monde latin, au premier jour de son mandat présidentiel, il convient de les contextualiser. Pourquoi avoir choisi ces commentaires-là afin de caractériser les orientations futures des États-Unis avec l'hémisphère occidental ? La réponse est paradoxale, mais d'évidence. Personne ne savait jusque-là comment Donald Trump percevait l'Amérique latine. Ni les observateurs, ni les électeurs n'ont, à aucun moment de la campagne, eu la possibilité de connaître le programme du candidat. Divers documents ont été édités par des officines proches du parti républicain, comme la Heritage Foundation. Ils n'engageaient toutefois que leurs auteurs.

Deviner les orientations précises et les propositions de la seconde administration Trump, vis-à-vis

de l'Amérique latine ou d'ailleurs, relevait de l'interprétation de propos parfois rudement exprimés, mais sibyllins. On savait que l'Amérique latine était l'une de ses phobies. Ainsi que le signalait avec pertinence une note du centre d'idées WOLA, quelques jours avant la prise de fonction présidentielle : « Avec le retour de Donald Trump [...] l'Amérique latine doit s'attendre à une période de turbulences dans sa relation avec son voisin du nord[2] ». Mais quelles formes ces turbulences allaient-elles prendre ? Tout au plus pouvait-on mettre à la suite quelques propos décousus et polémiques sur le Mexique et Panama[3]. En dépit de leur caractère répétitif, cela ne suffisait pas à construire une politique extérieure régionale. La petite phrase adressée au journaliste du quotidien *Globo* permet d'accrocher sur un fil conducteur les propos de campagne sur le Mexique, Panama, et les premières décisions prises depuis le 20 janvier 2025 par le président Trump.

Donald Trump et sa diplomatie

Que ressort-il de cette pêche à l'information ? L'interpréter, comprendre les motivations d'annonces ciblant en priorité des pays latins, exige une tentative préalable de compréhension de la pensée diplomatique de Donald Trump.

Trois remarques d'ordre général. L'incertitude est un élément central du mode d'agir d'un président formé à l'école de la concurrence entrepreneuriale. Cette incertitude est volontaire puisqu'aucun document permettant d'éclairer le choix des électeurs et d'informer les dirigeants du monde n'a été diffusé, au moins publiquement. Selon certains observateurs, ce flou est censé provoquer une prédisposition aux concessions chez les gouvernements ciblés ou *a priori* concernés par les déclarations de l'administration américaine. Si tant est que le président cherche à reprendre le mode d'action de l'un de ses prédécesseurs, ce flou le rapprocherait de celui privilégié en son temps par Richard Nixon, classé par les spécialistes dans la case des présidents « imprévisibles[4] ». Cette incertitude est amplifiée par l'inculture internationale de Donald Trump. Aussi, le président a récemment critiqué et menacé l'Espagne d'une augmentation de 100% des droits de douane, en tant que pays membre des BRICS+[5]. Pourtant, le groupe BRICS+ rassemble un certain nombre de pays non européens[6], et l'Espagne n'en a jamais fait partie ni n'a fait acte de candidature. Cette ignorance des affaires internationales a été longuement analysée par John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump en 2018 et 2019[7]. La sociologue française Maya Kandel qualifie le style international de Donald Trump, au cours de la même période, de « processus décisionnel chaotique[8] ».

La deuxième remarque porte sur la méthode diplomatique privilégiée par le président telle qu'elle a été exposée devant le Sénat par Marco Rubio, nouveau secrétaire d'État aux Affaires étrangères, dans un jargon propre à l'administration nord-américaine. Les États-Unis useront de la force pour

défendre leurs intérêts et leurs valeurs, ramassées dans le mot d'ordre « L'Amérique d'abord » (*America first*), que le candidat Trump proclamait déjà en 2016. Des valeurs martelées dans tous les discours et reproduites à l'infini sur divers artefacts, casquettes, chemisettes, stylos et affiches.

La troisième concerne le sens donné à ce mot d'ordre par le nouveau président, qui, compte tenu de son passé d'homme d'affaires, a construit sa politique sur le concept de démocratie de marché, identifiant le pays à une entreprise et fondant sa politique intérieure sur la recherche d'un bénéfice commercial et financier maximal. Les dirigeants de l'économie et des banques ont bien compris le message. Ils ont financé la campagne de Donald Trump et sont aujourd'hui, à l'image du Sud-Africain Elon Musk[9], aux affaires pour mettre en œuvre une politique au service de leurs intérêts.

Le fonctionnement optimal de ce gouvernement régi par le marché délie nécessairement les États-Unis de tout engagement international contractuel qui pourrait contraindre libertés et profits, qu'il s'agisse de traités internationaux, de conventions multilatérales et d'accords de libre-échange. Washington n'a pas de partenaires, mais plutôt des alliés acceptant une situation de subalternes, des concurrents et des ennemis.

Cette relation aux autres privilégie les relations bilatérales, plus à même de valoriser les atouts économiques, financiers, militaires dont disposent le pays, et d'optimiser un rapport de force inégal. Elle laisse ainsi la porte ouverte aux hypothèses diplomatiques les plus inattendues. Certaines décisions, qui hier auraient été considérées comme une hérésie diplomatique par les prédécesseurs républicains de Donald Trump, semblent aujourd'hui envisageables. L'idéologie, fût-elle celle des plus conservateurs, n'est en effet plus une règle de conduite diplomatique. Seul prime l'intérêt national, évoluant au fil du mandat et en fonction des dispositions de Donald Trump. Au cours de son premier mandat, il a par exemple pris langue avec un gouvernement considéré par ses prédécesseurs comme un « État voyou », la République démocratique de Corée du Nord. On peut, si l'on souhaite rattacher Donald Trump à un style de pensée et de pratique diplomatiques, l'inclure dans un courant « pragmatique », qui est la « marque de fabrique de l'Amérique ». Les présidents « pragmatiques » ont une « pensée mobile [...] et instrumentale[10] ». Henry Kissinger l'avait synthétisée et revendiquée dans l'un de ses livres, significativement intitulé *Does America need a Foreign Policy*?[11].

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

L'Amérique latine, cible des premières mesures unilatérales

Seule entorse à ce pragmatisme peu idéologisé : une obsession antilatine, cristallisée sur les flux migratoires, plus particulièrement ceux venus du Mexique, et qui canalise les déclarations et les décisions de ce début de mandat. Culturelle, cette fixation relève du catéchisme WASP (blanc anglo-saxon protestant), constitutif de mentalités traditionalistes historiques. Ce catéchisme a été actualisé il y a quelques années par Samuel Huntington, qui, dans son livre *Who are we?*[12], a dénoncé les «Hispaniques» comme une menace identitaire existentielle pour les États-Unis. En raison de l'enracinement social de ce préjugé, cette hyperfixation est aisément transmissible aux plus modestes, afin de compenser leur mal-vivre. Cette soupape de haine présente par ailleurs l'avantage de pouvoir être traduite assez vite en gestes forts, compte tenu du différentiel de puissance entre les États-Unis et ses voisins du sud.

Les premiers décrets et les premières annonces ont nourri ce qui n'avait été qu'esquissé à grands traits pendant la campagne. La méthode a été confirmée à la lettre et Donald Trump a été d'autant plus menaçant que les pays ciblés étaient faibles, diplomatiquement, économiquement, financièrement et militairement. Les exigences les plus rugueuses ont concerné le Mexique et le Panama, auxquels est venu s'agréger le Danemark. À noter que le marché que Donald Trump propose à Copenhague, soit l'achat du Groenland, est semblable et tout aussi injuste que celui qui a forcé le Mexique, en 1848, à «vendre» la moitié de son territoire aux États-Unis.

Ces exigences pressantes lancées à l'emporte-pièce pendant la campagne électorale ont été réajustées dès sa prise de fonction. L'estimation de leur faisabilité a conduit l'administration étasunienne à prendre en compte les résistances des pays ciblés. Les doléances ont ainsi baissé d'un demi-ton à l'égard du Canada, menacé d'annexion, et de l'Union européenne. Elles ont également perdu en intensité vis-à-vis de la Chine, qui devrait voir ses produits exportés vers les États-Unis surtaxés de 10% et non de 60% comme annoncé pendant la campagne électorale.

La dominante des décisions prises a été anti-latine par défaut, puisque le monde latin représente, d'un point de vue trumpien, une espèce de ventre mou international, ouvert aux interventionnismes. Le président a pris des mesures symboliques délimitant l'espace culturel du rejet et du préjugé, préalables permettant de légitimer des ingérences unilatérales ultérieures. La page en espagnol du site de la Maison-Blanche a été fermée. Le conseiller gastronomique et sportif

de la Maison-Blanche, José Andrés, d'origine espagnole, a été remercié. Le golfe du Mexique a été rebaptisé unilatéralement golfe de l'Amérique, sans consulter les autres riverains, Cuba, Mexique, et l'Organisation hydrographique internationale. Cette nouvelle appellation a été immédiatement adoptée par la ville de Miami et Google-Amérique (du nord)[13].

Les exigences, n'étant pas liées à une identité culturelle mais concernant les flux migratoires, les échanges commerciaux, la sécurité nationale et la lutte contre les trafics de stupéfiants, ont majoritairement touché quatre pays latins : la Colombie, Cuba, le Mexique et Panama. Le 14 janvier 2025, Cuba a été tardivement et brièvement retiré de la liste des pays terroristes par le président Joe Biden, avant d'y être de nouveau inscrit le 20 janvier par Donald Trump.

Comme lors de son premier mandat, les migrants ont été assimilés à des « hordes » d'envahisseurs criminels, potentiellement violeurs, porteurs de maladies, vecteurs du trafic de stupéfiants. Ces migrants venant du Mexique, la frontière sud a été verrouillée et 1500 militaires y ont été déployés, pendant que les procédures de demandes d'asile étaient suspendues. Des vols nolisés ont déporté des sans-papiers raflés et menottés vers le Brésil, la Colombie, le Guatemala, le Honduras et le Mexique. Ayant à ce titre émis des réserves, la Colombie a été menacée d'une hausse des droits de douane pouvant aller jusqu'à 50%, les demandes de visa ont été suspendues et le consulat des États-Unis à Bogota a fermé ses portes. Sur les réseaux sociaux, Donald Trump a célébré la reddition colombienne d'une sorte de « Vae Victis » (malheur aux vaincus) médiatisé, une photo le montrant avec un chapeau Chicago des années 1930, viril et conquérant.

La bonne gestion de l'économie a permis d'autres initiatives, qui ont été brutalement exprimées envers des pays latino-américains. Le message a été double : adoption de sanctions douanières à l'égard du Mexique pour rééquilibrer la balance commerciale de Washington, et exigence d'une prise de contrôle du Canal de Panama par où transitent des flux allant de la côte est des États-Unis vers la Californie.

Donald Trump a répété, avant et après sa prise de fonction, son intention de « récupérer » le Canal de Panama, considérant que la rétrocession en 1999 avait été un cadeau erroné fait par Jimmy Carter. La récupération d'un canal qu'il estime américain, puisque construit par des entreprises nord-américaines et bénéfique à deux égards pour les États-Unis[14]. De plus, Donald Trump affirme que la Chine exerce maintenant un contrôle total, ce qui est exagéré, car les fonds chinois répondant à l'appel d'offres de Panama souhaitent mettre en valeur le canal, contrairement à ses anciens propriétaires américains. Qui plus est, une clause de rétrocession place la sécurité du canal sous la responsabilité militaire partagée de Panama et des États-Unis, et le Panama n'a plus d'armée depuis l'intervention des États-Unis en 1989.

Bien que partie prenante d'un marché commun avec le Mexique et le Canada, Donald Trump a accusé ses voisins de « profiter » des États-Unis et a annoncé unilatéralement qu'à la date du 1er février 2025 les droits de douane – faibles comme dans tout espace de libre-échange – seraient élevés à 25%. Cette décision confirme le peu de cas fait par le président de la parole des États-Unis et de son mépris pour les formes d'engagement contractuel, en l'espèce pour le T-MEC (Traité de libre-échange, Mexique, États-Unis, Canada)[15]. Au passage, on a pu vérifier la flexibilité de ses convictions. Ici, la latinité a été oubliée. Le Canada a été sanctionné au même titre que le Mexique, l'intérêt nord-américain primant sur toute autre considération.

En revanche, dans leur engagement contre le trafic de stupéfiants, les États-Unis ont montré du doigt le Mexique, le désignant ainsi comme seul responsable. Le nouveau résident de la Maison-Blanche a repris là une évaluation faite par ses prédécesseurs au lendemain de la guerre froide, à l'exception de Barack Obama, attribuant aux pays latino-américains la responsabilité exclusive du trafic et écartant toute participation des États-Unis. Inscrits, à l'instar de Cuba, sur une liste de terroristes établie unilatéralement, « cartels » mexicains et vénézuéliens sont désormais considérés comme des ennemis directs de Washington. À ce titre, Donald Trump a revendiqué un droit de suite des forces de l'ordre de son pays au Mexique si les nécessités de cette lutte l'exigeaient.

Au vu de ce qui a déjà été concrètement mis en œuvre, on peut imaginer comment il gèrera ses relations avec les pays latino-américains, et peut-être aussi avec l'Espagne, pendant son mandat. Au-delà des « latins », les constats effectués donnent un avant-goût de ce que pourrait signifier une diplomatie « America first », de façon plus universelle. Il ne s'agit pas, comme on a pu le lire, d'une doctrine diplomatique, fût-elle celle de Monroe ou de Roosevelt. La seule référence qui pourrait être invoquée pour qualifier la diplomatie de Donald Trump à l'égard de ses voisins immédiats est celle de la « destinée manifeste[16] » qu'il a d'ailleurs brièvement évoquée à propos de sa revendication du Canal de Panama. Dans son descriptif des États-Unis, qu'il qualifie de « République impériale[17] », Raymond Aron a présenté le caractère réactionnaire du concept posant les colonisateurs, Anglais à l'origine, comme légitimes à écarter les premiers occupants autochtones et les Mexicains descendants d'Espagnols et d'indigènes. Les Étatsuniens blancs seraient racialement plus aptes que d'autres – indigènes et Mexicains – à mettre en valeur ces terres du Nouveau Monde que Dieu leur a confiées. « Le Tout-Puissant a fait choix de la présente génération pour ériger l'empire américain[18] » a déclaré en 1776 l'un des pères de l'indépendance. Donald Trump a par ailleurs évoqué Dieu. Dieu l'aurait protégé de la mort et aurait ainsi permis sa victoire, assimilée à une destinée manifeste[19].

Cette prise en compte de l'idéologie calviniste corrobore l'unilatéralisme nord-américain à l'égard

du Sud latin. L'Amérique latine est aussi une terre de laboratoire permettant d'expérimenter à bon compte une diplomatie d'intérêt national étroit, ingérente et brutale, comme l'ont récemment montré les ballons d'essai en direction du Canada et de l'Europe, à travers le Danemark et le Groenland, et les suggestions de résolution de la crise de Gaza, effectuées depuis un avion.
« L'Amérique latine » pour Donald Trump, a écrit le professeur argentin Juan Gabriel Tokatlian, « ne menace pas la sécurité nationale, la menace c'est la Chine » ; l'Amérique latine, pour lui, « c'est l'incarnation de la dépendance [...] On peut la contraindre à faire des compromis [...] sans mettre un dollar[20] ».

Les Latino-Américains et Donald Trump

Conformément à ce qui est espéré d'une diplomatie de l'incertitude, on note que le Mexique et le Panama ont partiellement répondu aux attentes de Donald Trump. Le gouvernement panaméen a envoyé des fonctionnaires inspecter les terminaux portuaires à capitaux chinois situés aux deux extrémités du canal, Colon et Panama-ville. Le Mexique a renforcé les contrôles sur sa frontière sud avec le Guatemala, afin de tarir les flux migratoires venus d'Amérique centrale. De même, le pays a annoncé l'ouverture de centres d'accueil sur la frontière nord destinés à héberger les éventuels Mexicains sans papier expulsés des États-Unis. Des saisies exceptionnelles de stupéfiants ont été rendues publiques. Le Honduras et le Pérou se préparent à accueillir des ressortissants expulsés *manu militari*. Le Salvador a accepté d'accueillir des déportés de toute nationalité. Le ministre des Affaires étrangères du Venezuela a annoncé que son pays avait porté des coups sévères au cartel « Tren de Aragua ». Toutes ces décisions confirmeraient l'efficacité de la diplomatie de menace pratiquée par Donald Trump. L'annonce d'initiatives lourdes, voire brutales, sans calendrier ni négociation, à l'image de l'annexion du Canal de Panama ou des ingérences policières et militaires sur le territoire mexicain, aurait contraint les gouvernements de ces pays à lâcher du lest. D'autres gouvernements pourtant non visés – le Pérou, le Salvador – ont choisi d'anticiper les pressions des États-Unis, aujourd'hui inexistantes, mais jugées hautement probables.

Les tentatives de résistance ont été limitées : seule la Colombie s'y est essayée. Mais on l'a vu, son président Gustavo Petro n'a pu faire qu'un baroud d'honneur, contestant, écrivant une lettre publique de protestation, refusant l'atterrissage de deux avions nord-américains et annonçant l'adoption de taxes sur les importations nord-américaines. Quelques heures après l'annonce par Donald Trump de sanctions douanières dissuasives, la Colombie est rentrée dans le rang. Le Brésil a lui aussi protesté en convoquant l'ambassadeur des États-Unis. Il a toutefois autorisé l'arrivée sur son sol de nationaux déportés.

Au-delà d'une incapacité matérielle à répondre à l'unilatéralisme des États-Unis par des mesures

similaires, il y a eu cependant quelques tentatives de contentions diplomatiques collectives. Quelques jours avant l'entrée en fonction de Donald Trump, le Mexique a organisé une concertation entre divers pays d'Amérique latine. Faute de communiqué donnant les conclusions de cette rencontre, le constat que l'on peut faire est celui d'une absence de réponse régionale. Tout en acceptant ses ressortissants déportés, le Honduras a annoncé convoquer une réunion extraordinaire de la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC) qu'il préside sur la période.

Trois pays latino-américains sont membres du G20 : l'Argentine, le Brésil et le Mexique. En 2022, ils étaient tous trois gouvernés à gauche. Malgré des appréciations convergentes sur la guerre en Ukraine –condamnation de l'invasion russe et refus d'appliquer des sanctions –, ils n'ont à aucun moment cordonné leurs appareils diplomatiques. Ces parentés idéologiques ne sont plus d'actualité depuis que l'Argentine est dirigée par un président ultralibéral d'extrême droite. En dépit d'une urgence régionale proche, la nécessité de construire un contre-feu diplomatique réduisant l'impact de l'unilatéralisme des États-Unis, on ne voit pas une diplomatie latino-américaine de coopération défensive se mettre en mouvement.

Loin, donc, de toute stratégie préservant les souverainetés, la vassalisation volontaire est au contraire la voie privilégiée par certains. Javier Milei et Nayib Bukele, entre autres, en sont les porte-drapeaux. Mais cette vassalisation va-t-elle leur apporter les retombées positives qu'ils en attendent ? Fin janvier 2025, l'Argentine n'avait pas reçu de ressortissants nationaux expulsés des États-Unis. Très endettée, elle n'a pas non plus vu la couleur du premier dollar prêté sous quelque forme que ce soit, alors qu'elle en aurait besoin. D'autres personnalités argentines ont été invitées à Washington le 20 janvier 2025, en particulier Fernando Banderet, maire de la commune où se trouve le très gros gisement gazier dit de Vaca Muerta. L'*America first* prime sur toute autre considération et l'amitié de Donald Trump a un prix, même pour Javier Milei. À Davos, et à la différence de Donald Trump, le président argentin s'est complu dans un discours idéologique centré sur la défense agressive des intérêts nationaux des États-Unis.

Une fois encore, l'Amérique latine est le terrain de jeu international des grandes puissances. Hier disputée entre États-Unis et Russie soviétique, elle l'est aujourd'hui par Washington et Pékin qui a depuis vingt ans pris une place économique et commerciale importante. Peut-être inspiré par la politique annexionniste du président William McKinley (1897-1901)[21], Donald Trump a bousculé les usages diplomatiques en prenant des mesures unilatérales lui permettant de réoccuper un terrain, sinon perdu pour les États-Unis, du moins contesté par Pékin. Ce faisant, il a adressé un message de fermeté résolue et autocentrée aux partenaires traditionnels comme aux concurrents et adversaires.

Entre fin janvier et début février 2025, le secrétaire d'État Marco Rubio a choisi comme premier déplacement à l'étranger le Guatemala, le Salvador, le Costa Rica, le Panama et la République dominicaine. Cette *blitzkrieg* diplomatique, de dimension exceptionnellement latino-américaine, a une portée qui va bien au-delà du sous-continent. L'Amérique latine, mais ce n'est pas la première fois de son histoire relativement courte, est un lieu d'expérimentation des jeux de puissance.

1. Afrique du Sud, Arabie, Brésil, Chine, Émirats arabes unis, Égypte, Éthiopie, Inde, Indonésie, Iran, Russie.
2. WOLA, « ¿Qué implica una segunda administración de Trump para América Latina? », 16 janvier 2025, traduction de l'auteur.
3. Pendant sa campagne et à l'occasion de son investiture, Donald Trump a menacé d'annexer le Canal de Panama et de rebaptiser le golfe du Mexique « golfe de l'Amérique » (*Gulf of America*).
4. Selon la typologie de Thomas Preston, citée par Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, *La politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p. 231.
5. Fernando Heller, « Donald Trump menace d'imposer 100% de droits de douane à l'Espagne », Euractiv, 22 janvier 2025.
6. Afrique du Sud, Arabie, Brésil, Chine, Émirats arabes unis, Égypte, Éthiopie, Inde, Indonésie, Iran, Russie.
7. John Bolton, *La pièce où ça s'est passé*, Paris, Talent Éditions, 2020. John Bolton s'est vu retirer la protection policière dont il bénéficiait le 21 janvier 2025.
8. Maya Kandel, « La politique étrangère de l'administration Trump, un nouveau style », *Questions internationales*, n°98, juillet-août 2019, p. 56.
9. Il possède également les nationalités américaine et canadienne.
10. Pierre Hassner et Justin Vaïsse, *Washington et le monde*, Paris, Ceri-autrement, 2003.
11. Londres, Simon & Shuster, 2001.
12. Samuel P. Huntington, *Who are we? America's Great Debate*, New York, Free Press, 2004.
13. La mesure a été acceptée par Google Maps, qui la mettra en place une fois la terminologie mise à jour par le Geographic Names Information System (GNIS).
14. L'indépendance de Panama a été fabriquée militairement par les États-Unis. En 1903, c'est l'ingénieur français Philippe Bunau-Varilla qui, dès la reconnaissance de l'indépendance et « au nom » de ces autorités, cède en propriété, pour un bail de cent ans, une partie du nouvel État aux États-Unis, afin d'y construire un canal.
15. En français, ACEUM (Accord Canada-États-Unis-Mexique) ; en anglais USMCA (United States-Mexico-Canada Agreement).
16. Voir Anders Stephanson, *Manifest Destiny*, New York, Hill and Wang, 1995, pp. 38-47 et Jacquin-Royot, *Go West*, Paris, Flammarion, 2002, chap. IV, « La destinée manifeste », p. 79.
17. Raymond Aron, *La République impériale*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.
18. Henry Drayton, *Chief Justice* de Caroline du Sud en 1776, dans Raymond Aron, *La République impériale, op. cit.*, 1973, p. 18, note 1.
19. Virginie Larousse, « Donald Trump, l'Apocalypse et le Roi David », *Le Monde*, 25 janvier 2025.
20. Juan Gabriel Tokatlian, entretien avec Ayelen Oliva, BBC News Mundo, 22 janvier 2025 et Juan Gabriel Tokatlian, *Consejos no solicitados sobre politica internacional*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2024.
21. Pendant la guerre hispano-américaine de 1898, le président McKinley a envahi les territoires de Cuba, de Porto-Rico, les Philippines (sous tutelle étasunienne jusqu'aux années 1940) à l'Espagne et annexé Hawaï.